

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

LES TERRITORIALITES NUMERIQUES EN ACTION.

ETUDE DE CAS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE URBAINE CREUSOT MONTCEAU

DIGITAL TERRITORIALITIES IN ACTION.

CASE STUDY WITHIN THE URBAN COMMUNITY CREUSOT MONTCEAU

Dany LAPOSTOLLE¹, Sophie DEMONCEAUX²

Résumé :

Notre étude de cas conduite en 2015 et 2016 au sein de la communauté urbaine Creusot Montceau (région Bourgogne Franche-Comté) montre comment la médiation numérique change les rapports que les individus et leurs collectifs entretiennent avec l'espace qu'ils produisent et vivent au quotidien. A partir d'une analyse qualitative de ce qui se joue dans les espaces publics numériques, dans la stratégie touristique numérique et dans la production d'une information hyperlocale, notre travail interroge la notion de territorialité numérique dans ce qu'elle donne à voir des représentations de la réalité territoriale.

Mots-clés :

Médiation numérique, référentiel collaboratif, territoire, territorialité numérique

Abstract :

Realized in 2015 and 2016 within the Creusot Montceau urban community (Burgundy Franche-Comté region), our case study shows how digital mediation changes the relationships that individuals and their collectives have with the space they daily produce and live. From a qualitative analysis of what is played

¹ Maître de conférences en aménagement de l'espace et urbanisme, Umr Théma 6049, Université de Bourgogne Franche-Comté

dany.lapostolle@u-bourgogne.fr

² Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication – CIMEOS, Université de Bourgogne Franche-Comté

Sophie.demonceaux@u-bourgogne.fr

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

out in digital public spaces, in the digital tourism strategy and in the hyperlocal information production, our work questions the notion of numerical territoriality and how it reveals pluralistic enunciation of territorial realities.

Keywords :

Digital mediation, Collaborative paradigm, territoire, digital territoriality

INTRODUCTION

Associer les technologies numériques à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques est devenu un *leitmotiv*³ paré de vertus démocratiques, d'innovation et d'efficacité (Lesourne, 1997 ; Moore N. 1999) qui, tout en corrigeant les dérives du néomanagérisme en vogue depuis une vingtaine d'années, assurerait leur refondation tant au niveau national que local⁴. Cependant, les initiatives, portées par un esprit pionnier visant à changer les cadres de l'action, sont si foisonnantes qu'il est difficile de dresser un état des lieux exhaustif permettant de tirer des connaissances générales stabilisées⁵. Si

³ Le sommet mondial *Cities for Life* pour les villes inclusives qui s'est tenu à Paris les 21 et 22 novembre 2016 a fait la part belle à la démocratie numérique avec le néologisme *civic tech*. http://www.lemonde.fr/pixels/article/2016/10/25/civic-tech-vers-une-boite-a-outils-de-la-democratie-numerique_5019800_4408996.html. [Consulté le 26 octobre 2016].

⁴ Rapport du Conseil National du Numérique. *Ambition numérique. Pour une politique française et européenne de la transition numérique*. Rapport remis au Premier Ministre le 18 juin 2015. <https://contribuez.cnummerique.fr/sites/default/files/media/CNNum--rapport-ambition-numerique.pdf>. [Consulté le 14 décembre 2016].

⁵ Inspection générale des finances (2012), *Le soutien à l'économie numérique et à l'innovation*.

Parmi les innombrables rapports liés à ces thématiques, on peut, à titre d'exemple, se référer aux travaux de la 27^e Région qui présente plusieurs initiatives de recherche

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

les dispositifs de planification multiscale, à l'instar des nouveaux Contrats de Plan Etat-Région pour la période 2014-2020⁶ donnent des indications sur les enjeux du numérique, leurs déclinaisons articulées dans des schémas territoriaux emboîtés, ouvrent des trajectoires jalonnées d'incertitudes dans leur mise œuvre. En effet, les collectivités territoriales et les Établissements publics de Coopération Intercommunale (EPCI) doivent assurer la coordination et la coopération entre acteurs divers, parfois concurrents (Loubet et Vidal 2014). Cette compétence stratégique suppose un savoir-faire politique et technique qui se construit par expérimentation et accumulation d'expériences.

La transition numérique - terme générique qui recouvre l'injonction à l'adaptation aux changements sociotechniques - en train de se faire, nous l'avons observée dans le cadre d'un programme de recherche action au sein de la Communauté urbaine Creusot Montceau (CUCM), dans le département de la Saône et Loire au Sud de la région Bourgogne Franche Comté. Comme de nombreux EPCI, cette institution, depuis le début des années 2000 administre sa politique publique numérique tout en s'ouvrant aux initiatives de ses habitants.

Aussi, notre recherche s'intéresse-t-elle à la fois à la dimension institutionnelle et à la dimension des usages de cette transition. C'est en étudiant la mise en place des Espaces Publics Numériques (EPN) et de leurs usages (Vidal, 2012), la stratégie numérique de territoire touristique (SNUT) et des pratiques touristiques et enfin la production d'une information hyperlocale et de son appropriation par les habitants *via* le site Web Creusot Infos que nous voulons

action en matière d'applications numériques à la transformation de l'action publique. <http://www.la27eregion.fr/>

La 27^e région est elle-même issue d'une des préconisations du rapport *Le défi numérique des territoires. Réinventer l'action publique*, publié en 2007, sous l'égide de l'association des régions de France. Ou plus récemment au rapport d'Akim Oural. *Gouvernance des Politiques Numériques dans les Territoires*. Rapport à la secrétaire d'Etat en charge du numérique, Axelle Lemaire. Juillet 2015 53 p.

⁶ Le développement numérique des territoires, par la couverture du territoire en très haut débit et le renforcement des usages numériques, est l'une des cinq thématiques retenues par le gouvernement comme principe et cadre de la future contractualisation. Il traverse les quatre autres thématiques que sont l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, la transition écologique et énergétique et l'innovation, les filières d'avenir et usine du futur.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

vérifier **comment la médiation numérique change les rapports que les individus entretiennent avec l'espace qu'ils produisent au quotidien. En d'autres termes, nous essaierons de comprendre de quelle manière la médiation numérique agit sur la territorialité.** La médiation numérique se matérialise à la fois dans des personnes physiques, qui dans le cadre d'une organisation promeuvent l'utilisation des outils numériques dans la vie quotidienne – ils jouent alors le rôle de médiateur numérique⁷- et dans les technologies utilisées par les internautes dans la réalisation de leurs activités journalières. Pour nous, elle est un instrument sociotechnique qui organise les relations qu'une société entretient avec elle-même et l'extériorité. Sa logique réticulaire contribue à assurer l'inclusion sociale et territoriale de ses habitants⁸. Elle se caractérise par une interactivité spécifique qui combine immédiateté et participation du public.

Autrement dit, la médiation numérique conditionne la territorialité, dans le sens où « les limites de la territorialité sont celle de ses médiateurs » (Raffestin, 1982, p 170). Aussi, l'ambition de cette étude de cas est-elle de travailler la notion de territorialité numérique peu abordée dans la littérature scientifique.

Il existe sur ce territoire des initiatives très sophistiquées comme la mise en œuvre par le Groupement d'Intérêt Public e-bourgogne d'outils de gestion des administrations ou la structuration de services géomatiques par l'agence d'urbanisme Sud Bourgogne, mais leur technicité est un filtre ne permettant pas d'approcher les logiques d'action de personnes ordinaires qui produisent de l'espace. Notre parti est de lier médiation numérique et quotidienneté, c'est-à-dire « l'inévitable référentiel, le système de coordonnées concret par rapport

⁷<http://www.republique-numerique.fr/projects/projet-de-loi-numerique/consultation/consultation/opinions/section-3-maintien-de-la-connexion-internet/creation-d-un-statut-de-mediateur-numerique/versions/remplacer-mediateur-numerique-par-professionnels-de-la-mediation-numerique>. Publié par [Gouvernement](#), le 26 septembre 2015.[Consulté le 14 décembre 2016].

La loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique si elle ne suit les recommandations du conseil national numérique pour la création d'un statut de médiateur numérique reconnaît la médiation numérique comme objectif stratégique prévu aux schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique. Elle modifie l'article L 1425-2 du Code général des collectivités territoriales

⁸ <http://www.mediation-numerique.fr/presentation-mediation-numerique.html>. [Consulté le 23 août 2017].

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

auquel nous nous situons et qui nous situe... malgré nous (...), dans lequel toutes les choses sont sur le même plan parce qu'indispensables ou prétendues telles (...). La quotidienneté ne crée pas de distance par rapport aux choses, elle ne classe pas, elle ne distribue pas en taxonomies, elle est viscosité par excellence. » (Raffestin & Bresso, 1982, p. 186). Cette viscosité, ce référentiel du quotidien, de l'ordinaire et de l'expérience, les institutions peinent à l'intégrer dans leur référentiel d'action publique parce que leur logique bureaucratique n'en (re)connaît qu'une forme objectivée et normalisée.

Nous faisons l'hypothèse du dépassement de cette disjonction par la création d'un référentiel collaboratif qui relie les référentiels du quotidien et de l'action publique normalisée. Par référentiel collaboratif, nous entendons une manière renouvelée de définir la réalité sociale sur laquelle une pluralité d'acteurs – professionnels de la politique, de la bureaucratie, citoyens ordinaires, - aux légitimités diverses veulent intervenir. C'est en référence à cette représentation de la réalité que les acteurs construisent leurs perceptions et définitions du problème social, confrontent leurs solutions et arrêtent leurs propositions d'action. Les réseaux sociaux, les « *civic tech* » sont consubstantiels de ce renouvellement de la façon dont la société se pense et agit sur elle-même.

Notre propos s'organisera en trois temps : nous commencerons par décrire nos trois terrains d'enquête ainsi que la méthodologie mise en œuvre, la deuxième partie sera consacrée à la présentation de notre cadre d'analyse auquel seront soumis nos trois terrains, confrontation qui aboutira dans une dernière partie à la présentation de nos résultats.

1. TERRAIN ET MÉTHODOLOGIE

Suivant une approche socio-technique, nous avons choisi des terrains d'enquête qui donnent à voir quelques formes de médiation numérique, tantôt centrées sur les acteurs, tantôt sur les outils. Ainsi, les trois terrains étudiés au sein de la CUCM⁹, les Espaces Publics Numériques (EPN), la stratégie

⁹ La CUCM est créée le 13 janvier 1970 autour de 16 communes pour 110 000 habitants. Aujourd'hui, elle compte 96 000 habitants disséminés dans un territoire mosaïque de 34 communes rurales, périurbaines et urbaines, avec deux villes-centres Le Creusot

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

numérique de l'Office intercommunal de tourisme et le site Internet d'information hyperlocale Creusot Infos sont complémentaires et révélateurs d'une dynamique de transition numérique. Sur une période de quinze ans, celle-ci s'est traduite dans une stratégie d'aménagement par le déploiement de la fibre pour le tissu industriel et de développement des usages pour les habitants pilotée aux niveaux supracommunal et communal¹⁰.

La gouvernance de cette politique de transition numérique est un enjeu d'intégration territoriale important qui suppose la coopération entre différentes échelles spatiales et institutionnelles. Si cette gouvernance s'institutionnalise dans une logique supracommunale, la compétence "transition numérique" se déplace au niveau des services de la CUCM avec des moyens humains et techniques plus affirmés, mais avec une prise de contrôle sur les communes. Cela se traduit par l'institutionnalisation d'une quasi collectivité territoriale via des instruments d'action publique intégrateurs réduisant l'échelon communal à un segment d'exécution d'une politique définie à l'échelon supracommunal. Si elle demeure dans une logique d'intercommunalité fédérative, le pouvoir de transfert de compétences et de subventions reste aux mains des communes, mais avec des moyens humains et techniques moins assurés (Vanier 2002).

(21 991 habitants en 2014) et Montceau les mines (18 902 habitants en 2014) qui offrent les principaux services de la vie courante. Elle obéit à un régime supracommunal dans le sens où, de droit, toutes les compétences sont gérées par la communauté qui peut les déléguer aux communes. A l'inverse on parle d'intercommunalité.

¹⁰ Le schéma directeur territorial d'aménagement numérique de la Saône et Loire (2012) fixe le calendrier de déploiement de la fibre

D'ici à 2017 : Le très haut débit pourrait être amené sur la majorité des 715 sites stratégiques identifiés ci-avant de même que dans au moins 25 % des foyers de Saône-et-Loire. Ce déploiement comptabiliserait outre l'intervention publique, l'initiative privée pour le moment annoncée d'ici 2017 sur la ville de Chalon-sur-Saône uniquement.

De 2017 à 2020 : La couverture des sites stratégiques serait achevée et pourrait être complétée par une desserte des sites prioritaires.

Par ailleurs, le très haut débit serait accessible pour au moins 70 % des foyers de Saône-et-Loire. En dehors de l'initiative publique, les opérateurs privés s'étant engagés à couvrir, d'ici 2020, les 5 bassins d'agglomération.

De 2020 à 2025 : La totalité du territoire serait couverte par le très haut débit.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

1.1. Trois terrains d'étude au sein de la CUCM

Les EPN, de la réduction de la fracture numérique à l'e-inclusion

Sur le territoire de la CUCM, il existe neuf EPN. Le premier a été créé en 2001 dans le village d'Ecuisses et le dernier en 2011 dans la petite ville de Blanzly. Cette dynamique était une déclinaison territoriale du Plan d'action gouvernemental pour la société de l'information (PAGSI) issu du Comité interministériel pour la Société de l'information (CISI) de janvier 1998. Le caractère interministériel du PAGSI en soulignait l'enjeu technique, social, économique et politique. L'Etat, ses services déconcentrés et les collectivités territoriales ont multiplié les initiatives plus ou moins volontaristes et coordonnées. Le CISI du 10 juillet 2000 a missionné la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour accompagner les collectivités dans la mise en place d'EPN labellisés Cyber-base (dispositif aujourd'hui relayé par le Label Net Public, créé en 2003 à l'initiative de la Délégation aux usages de l'internet).

A l'origine, les EPN avaient pour mission de rendre accessibles l'outil informatique et Internet aux publics qui en sont les plus éloignés (désaffiliés sociaux, retraités, demandeurs d'emploi, etc.) pour leur permettre l'acquisition d'une culture numérique¹¹.

Leur organisation est variée. Ils sont portés par les collectivités territoriales, des EPCI ou des associations dans le cadre de schémas directeurs. Pendant une dizaine d'années, ils montent en puissance dans les territoires, mais on observe aujourd'hui une tendance à la stagnation voire à la baisse de leur fréquentation¹². Confrontés à l'évolution des technologies appelant un

¹¹ Circulaire du 23 août 2001 relative à la mise en place des EPN.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000762654> consulté le 25 janvier 2015.

¹² *Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté*, Avis du Conseil économique, social et environnemental présenté par M. Éric Peres, rapporteur, au nom de la section de l'éducation, de la culture et de la communication. Séance du 13 janvier 2015. Pour le recensement et fréquentation des EPN, voir :

<http://www.netpublic.fr/net-public/espaces-publics-numeriques/programmes-reseaux-labels/>

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

apprentissage continu tout au long de la vie, des usages, des besoins et des publics, leur mission et leur fonctionnement sont questionnés.

Cette baisse de la fréquentation a pu être observée lors de notre enquête de recherche-action menée en 2014-2015. Nous avons pu, au terme de cette étude, distinguer deux types d'EPN : les EPN *orientés-retraités* et les EPN *orientés-scolaires*. Ces deux profils dépendent de deux variables : le profil des animateurs et l'emplacement de l'EPN (un EPN directement situé dans une école attirera *de facto* principalement des enfants).

C'est désormais dans la perspective du développement de la médiation numérique et de l'e-inclusion qu'ils sont appréhendés par les pouvoirs publics et les organisations privées¹³. L'e-inclusion est définie par le Conseil National du Numérique comme « l'inclusion sociale dans une société et une économie où le numérique joue un rôle essentiel ». La notion de littératie numérique recouvre ce double enjeu, c'est-à-dire « l'aptitude à comprendre et à utiliser le numérique dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses compétences et capacités »¹⁴. Autrement dit, il s'agit de coordonner localement le foisonnement d'initiatives pour faire se rejoindre les formes collaboratives issues du numérique (FabLab Utopi¹⁵, mise à disposition du grand public d'imprimantes 3D et d'outils numériques cofinancés par la CUCM et l'Institut Universitaire Technologique du Creusot, incubateur d'entreprises, Plateforme achat circuits courts Ysetou¹⁶) et les actions de « capacitation » à différentes échelles territoriales. Par exemple, lors des Journées du numérique organisées chaque année par la CUCM qui mobilisent plusieurs acteurs associatifs et institutionnels, la Gendarmerie Nationale assure une permanence pour la prévention et la sensibilisation aux

<http://www.netpublic.fr/2015/01/revitaliser-les-espaces-publics-numeriques/>

¹³ Rapport du Conseil National du Numérique - octobre 2013 : « Citoyens d'une société Numérique. Accès, littératie, médiations, pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion » 88 p.

¹⁴ <http://www.oecd.org/fr/education/innovation-education/39438013.pdf>. [Consulté le 26 février 2016].

¹⁵ <http://utopifablab.wixsite.com/utopifablab>. [Consulté le 25 août 2017].

¹⁶ <http://ysetou.com/>. [Consulté le 25 août 2017].

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

risques du numérique, Pôle emploi forme à la recherche d'emploi et au dépôt de CV en ligne. Ces initiatives, en liant formes collaboratives et capacitation des publics, opèrent un glissement de « services publics » aux « services aux publics » territorialement situés.

Creusot-Montceau Tourisme, l'émergence d'une stratégie touristique numérique

L'Office de Tourisme Communautaire, établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), Creusot Montceau Tourisme est créé en 2010 suite à la prise de la compétence Tourisme par la Communauté Urbaine Creusot Montceau. Il tend à dépasser les luttes institutionnelles que se livraient les deux précédents Offices de Tourisme des villes centres du Creusot et de Montceau-Mines tout en s'inscrivant dans Schéma d'accueil et de diffusion de l'information (SADI) conçu par la Région Bourgogne¹⁷. Cette stratégie numérique multiscalair a pour ambition de renouveler l'image vieillotte de ce territoire mosaïque, à destination de ses habitants et de ses visiteurs en s'appuyant sur les médias sociaux et sur l'accompagnement des touristes et prestataires touristiques (chambres d'hôtes, hôtels, commerces, etc.). La désormais « Cité de l'industrie et de la Nature »¹⁸, cherchant à valoriser son riche patrimoine industriel et ses paysages forestiers, fluviaux, de bocage se met en ordre de marche pour renforcer son tourisme d'affaires lié à la présence de grands groupes industriels mondiaux. Sa desserte ferroviaire et autoroutière (gare TGV entre Paris et Lyon, intersection de l'A6 et de la Route Centre Europe Atlantique) sont des atouts essentiels dans le développement de ce segment de marché.

En d'autres termes, l'Office de Tourisme Communautaire, en captant les flux qui traversent son territoire cherche à en faire une destination touristique. Il élabore

¹⁷ La lourde architecture touristique territoriale - non clarifiée par la loi NOTRe - aux moyens dispersés, se met en mouvement à l'initiative du Comité régional du Tourisme de Bourgogne, la Fédération Régionale des Offices du Tourisme. Elle s'inspire d'une démarche pionnière menée en Aquitaine, expérience déclinée en bonnes pratiques autour 130 critères répartis en sept thèmes : site web, réseaux sociaux, mobilité, Internet de séjour, mise en marché, accompagnement des professionnels, e-réputation.

¹⁸ <http://www.creusotmontceautourisme.com/index.php>. [Consulté le 16 décembre 2016].

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

une ingénierie touristique territoriale par la réorganisation et la labellisation¹⁹ de ses services, la création de postes d'animateurs numériques, la mise en réseau des prestataires locaux et un embryon de participation des habitants à la recomposition de l'image touristique du territoire. Or, celle-ci est conditionnée par le milieu social : « notre perception de la nature et de la culture d'un lieu est toujours médiatisée par une opération esthétique dont le dénouement prend naissance à l'intérieur de notre système de référence » (Raffestin, 1986 p 8). Dans cette perspective, la médiation numérique est un jeu de premier importance dans la fabrique d'une touristicité de la CUCM, entendue, non pas dans son sens managérial d'attractivité territoriale, mais en tant « que modalité de la territorialité générale d'une société qui se construit par l'influence du milieu culturel » (ibidem p 15), la force des échanges et confrontations de représentations du territoire et de l'intention politique qui y est projetée.

Creusot infos : l'attachement au territoire par la médiation numérique

Creusot Infos²⁰, site Internet d'information de proximité, a été créé par un ancien journaliste du *Journal de Saône-et-Loire* en 2005 (*Le Journal de Saône et Loire*, (JSL) organe de presse locale créé en 1826 à Mâcon). C'est est un site gratuit dont le financement est assuré par la publicité. Le fondateur du site en est le seul salarié. Il s'appuie sur des pigistes et sur les internautes pour rédiger articles et reportages photos.

Le site Creusot infos, très populaire (*mardi 8 mars 2016 : 429 963 459 pages lues*) auprès des habitants de la CUCM couvre l'actualité du territoire dans des domaines variés : culture, sport, naissances, décès, vie quotidienne, etc. Ce site s'inscrit parfaitement dans ce que Metzgar définit comme un média d'information hyperlocale, à savoir un média concevant une information plus proche des territoires, souvent urbains (Metzgar et al., 2011). Le créateur du site présente ce média, durant notre entretien avec lui, comme un "*Facebook local*" sur lequel les internautes peuvent lire des informations de proximité rédigées par les

¹⁹ L'Office du Tourisme communautaire Creusot Montceau a obtenu le label Qualité Tourisme en 2014 pour une durée de trois ans : <http://www.creusotmontceautourisme.com/ot-creusot-montceau-tourisme/classement-et-labels>

²⁰ <http://www.creusot-infos.com/>

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

journalistes du site. Dans l'esprit participatif du Web 2.0, les internautes peuvent également contacter les rédacteurs pour les alerter de faits qui donneront lieu à des articles diffusés sur le site. Ces informations sont alors distillées tout au long de la journée sans hiérarchie clairement apparente : le petit chat perdu côtoie la dernière innovation technologique de chez Areva. Le territoire vécu apparaît dans toutes ses dimensions : affective, technique, politique, ordinaire...

La portée médiatique de Creusot Infos s'illustre aussi par son utilisation comme vecteur de communication par les élus et les entreprises. Par exemple, en septembre 2015, Industeel Creusot, groupe ArcelorMittal, lance une enquête pour mieux cerner son image au Creusot et dans la région. D'une enquête administrée en ligne depuis le site JSL.com, 19 personnes répondent au questionnaire. Avec Creusot Infos, ce sont 811 personnes qui répondent, soit 42 fois plus que son concurrent le plus direct. Ces chiffres confortent Creusot Infos comme média leader sur le territoire de la CUCM, mais ils traduisent aussi l'attachement de ses utilisateurs à leur espace de vie, leur environnement économique, associatif et sportif.

1.2. Une approche multiscale et interdisciplinaire

Nous traitons ce cas pratique de transition numérique à l'œuvre au sein de la CUCM dans une approche multiscale et interdisciplinaire qui croise l'aménagement de l'espace et l'information-communication. Ce travail valorise un programme de recherche action sur la métropolisation, l'intermédiarité et l'inter-territorialité en Saône et Loire qui s'est déroulé entre septembre 2014 et juillet 2016²¹. Il visait à montrer comment ce département qualifié d'espace intermédiaire au regard de sa situation géographique, de ses infrastructures de transport (A6, Route Centre Europe Atlantique, canaux, ligne TGV Paris Lyon),

²¹ Ce programme financé par le conseil départemental de Saône et Loire pour un montant de 57 000 euros était dirigé scientifiquement par le premier auteur de cet article. Il a mobilisé huit enseignants chercheurs autour de quatre axes sur deux années. La liberté d'investigation et de questionnement des chercheurs a été d'emblée reconnue et garantie par le commanditaire public dont l'élégance intellectuelle mérite d'être soulignée ici.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

de ses villes moyennes (Le Creusot Montceau, Le Grand Chalon et Mâcon), pourrait s'inscrire dans une stratégie de raccordement aux flux de la mondialisation²².

Au sein de l'axe médiation numérique du programme, nous avons identifié le réseau d'acteurs (politiques, techniques, usagers individuels ou organisés collectivement en associations, entreprises) qui orientent la transition numérique depuis une quinzaine d'années, dans les différents territoires institutionnels (communes, communauté urbaine, département, région, services déconcentrés de l'Etat).

Enseignants-chercheurs à l'Institut Universitaire Technologique du Creusot, porteurs de responsabilités pédagogiques et administratives, les deux auteurs de l'article bénéficient de relations de proximité professionnelles anciennes et stabilisées avec les élus et les responsables des services techniques de la CUCM. Leurs investigations qualitatives et leur présence sur le terrain de recherche en ont été facilitées pour, dans un premier temps, accéder notamment aux documents et enquêtes internes ainsi qu'aux réunions de services relatifs à la stratégie numérique territoriale. L'observation participante en immersion s'est ensuite structurée au sein des EPN et de Creusot Montceau Tourisme. Pour les EPN, elle s'est déclinée en ateliers thématiques autour des enquêtes de satisfaction des usagers réalisées par les services de la CUCM, pour déboucher sur une grille d'entretiens avec les animateurs des neuf EPN, le suivi d'un projet tuteuré réalisé par quatre d'étudiants sous la supervision de la directrice du service développement économique et numérique de la CUCM²³. Pour Creusot Montceau Tourisme, les entretiens avec les deux directeurs successifs de l'office intercommunal, la responsable de l'animation numérique territoriale est complétée par le suivi de deux étudiants alternants chargés d'une

²² L'hypothèse était de considérer les villes intermédiaires comme le noeud de la gouvernance d'un système territorial composé d'espaces de faible densité, de villes moyennes pouvant être raccordé aux métropoles lyonnaises et parisiennes, aux espaces et flux mondiaux qu'elles ouvrent. Autrement dit, construire l'interterritorialité (Vanier 2008) à partir des villes intermédiaires.

²³ Le tout débouchera sur un diagnostic et préconisations pour les EPN adoptés puis mis en application par l'exécutif la CUCM en 2016-2017. Une des étudiantes rédactrices du rapport a d'ailleurs été embauchée en contrat à durée déterminée par la CUCM pour son opérationnalisation.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

mission de développement du numérique auprès des prestataires touristiques, et de l'opérationnalisation du SADI en relation avec les comités départemental et régional du tourisme. La participation au titre d'invités aux réunions préparatoires du SADI à l'échelon régional et infrarégional a permis d'identifier rapidement les enjeux techniques, budgétaires, professionnels et politiques de l'e-tourisme dans les villes moyennes et espaces ruraux. L'enquête a été complétée par l'analyse des documents et diagnostics internes à Creusot Montceau Tourisme, et la veille régulière sur les sites touristiques institutionnels et initiatives privées sur Instagram et quelques autres réseaux sociaux.

Pour Creusot Infos, une quinzaine d'entretiens semi-directifs auprès des lecteurs et du créateur de Creusot Infos, une veille quotidienne pendant les deux années du programme sur le site d'information hyperlocale constituent le socle de nos sources.

La presse quotidienne locale, les rapports d'étude gouvernementaux, les textes législatifs et réglementaires, les schémas de planification territoriale ont été régulièrement consultés.

Enfin, au-delà de cette approche systématisée, les nombreux contacts et discussions informels avec les acteurs locaux, qu'ils soient, élus, chargés de mission au sein de la CUCM, du département ou de la région, étudiants stagiaires, entrepreneurs, membres d'association ont régulièrement nourri notre travail d'enquête.

2. CADRE D'ANALYSE

2.1. Définir les territorialités numériques dans la perspective du géocyberespace

Notre étude de cas, s'inscrit dans la perspective théorique du « géocyberespace » (Bakis, 1997) qui recouvre une approche à trois niveaux : l'espace physique, l'espace technologique des réseaux et la nouvelle réalité spatio-temporelle prenant en compte les usages sociaux des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Mais nous cherchons à la compléter

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

en nous penchant sur la notion de territorialité numérique. En effet, la médiation numérique redéfinit les conditions d'appropriation du territoire en mettant en relation des personnes et des lieux proches ou distants. C'est ainsi que les technologies numériques créent de nouvelles territorialités. Par exemple, l'expérience vécue d'un territoire peut désormais s'accompagner d'une expérience virtuelle en amont ou en aval de la présence physique « dans le cadre d'une "pré" ou "post" expérience de l'espace ». Des outils numériques comme Google Street View permettent aux internautes de « voir » et de « ressentir » l'atmosphère d'un lieu où ils vont se rendre, ou ils se sont déjà rendus, à travers un monde miroir dans lequel ils se projettent. Cartographie des émotions (Nold, 2005), des sentiments, deviennent possibles avec des outils comme Happn qui mettent en relation des individus qui se sont croisés dans la rue dans la journée. La diffusion massive des objets connectés réinterroge les notions de présence, d'absence et d'engagement entre les individus. L'individu doit faire face à de plus en plus de sollicitations extérieures. Il se retrouve dès lors engagé en même temps avec plusieurs interactants. Cette simultanéité n'est pas nouvelle ; elle se retrouve aujourd'hui exacerbée par les TIC. Ce poly-engagement synchronique (Demonceaux, 2013) est une marque de la territorialité numérique.

D'autres outils comme Google Maps, Waze, mydistrikt, etc. dans une logique collaborative intègrent les habitudes et les besoins de l'utilisateur pour fournir un service et une information personnalisée à partir d'une participation du grand public (Mericskay et Roche, 2011). Cependant, l'enfermement numériquement consenti dans ce qui deviendrait une sorte de "*Gated Community* virtuelle" (Joliveau, 2013) menacerait l'existence d'une vue cartographique partagée, d'un espace commun, voire même d'un espace public²⁴.

Autrement dit, la territorialité numérique ne se réduit ni à un territoire unique, ni à une seule acception du territoire vécu, fonctionnel ou politique (Alduy, 2008). Elle les met en tension pour les recomposer et redéfinir leurs interactions. Le

²⁴ Les réseaux sociaux tout comme Google fournissent des contenus personnalisés en fonction de l'historique des activités en ligne. Cela aurait pour conséquence d'enfermer l'utilisateur dans des contenus systématiquement orientés dans le même sens. Ainsi, Google Maps proposerait en priorité des lieux conseillés par des « amis » qui nous ressembleraient. Le hasard et la surprise du voyage seraient remplacés par une déambulation spatialement et socialement balisée.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

territoire ainsi augmenté est en mouvement perpétuel : « il est mouvant et multi-situé » (Marchandise et Renault, 2011) créant les conditions d'une « polyspatialité » à l'instar des migrants qui par la porosité des frontières entre espace physique et espace virtuel naviguent d'un espace à un autre, échangent des représentations collectivement et co-construisent ainsi des territoires nouveaux. Les forums et les chats sont autant d'outils permettant aux migrants de créer un nouvel espace vécu avec ce sentiment « d'être ici » et de « se sentir là-bas » (Raynaud, 2011). Internet engendre ainsi de nouvelles pratiques sociales et permet la redéfinition de leur identité culturelle (Wenjing, 2005). Il faut cependant se garder d'épouser les mythes produits par les discours dominants sur la société de l'information et dépasser l'« imaginaire technique » (Flichy, 2012) : ubiquité, convivialité et progrès en cours avec les *smart cities* (Claisse, 1997).

S'il semble pertinent d'envisager la territorialité numérique dans sa substance, c'est davantage comme une méthode, un opérateur d'analyse et de constitution (Dagonnet, 1977) qui invite à considérer les savoirs *amateurs*, les *traces numériques*, le « poly-engagement synchronique », comme des objets dignes d'investigation. C'est pour reprendre les mots de Raffestin sur la territorialité, une méthode pour faire émerger, « la structure latente de la quotidienneté, la structure relationnelle, pas ou peu perçue, de la quotidienneté » (Raffestin, 1982) source de renouvellement des formes et enjeux de l'action territorialement située par la médiation numérique.

En résumé, la territorialité numérique relève de la structuration du **quotidien** médiée par les outils numériques permettant la co-construction d'un **territoire vécu et partagé**. La médiation numérique questionne les différentes composantes sensibles du quotidien des individus, à savoir : la **présence/absence**, l'**engagement**, le **rapport au temps**, l'**interaction** (interindividuelle ou homme/machine), et l'**appropriation du territoire**, en ajoutant de nouvelles caractéristiques à la territorialité. Ainsi, la **poly-spatialité**, le **poly-engagement** synchronique, les **dimensions collaborative, participative et interactive** permises par les TIC, donnent une place centrale à l'acteur et au **savoir amateur**. Elles sont autant de nouvelles perspectives qui

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

permettent d'analyser plus finement les contours de la territorialité et donc la quotidienneté. La territorialité numérique se définit ainsi avant tout comme une méthode d'observation permettant de déchiffrer ce qui se passe dans les quotidiens des individus, de redonner de la valeur à l'insignifiant, l'imperceptible et d'embrasser de manière plus large le spectre du quotidien.

2.2. Une grille d'analyse pour appréhender l'émergence des territorialités numériques

Pour en rendre compte, nous élaborons la grille d'analyse de notre étude de cas autour de quatre critères issus de la définition de la territorialité numérique ci-dessus : la prise en compte du quotidien ordinaire, la prise en compte du quotidien institutionnalisé, l'appropriation du territoire par les habitants et l'interactivité. Cette construction nous permet d'asseoir la territorialité numérique en tant que méthode d'observation du quotidien.

Le **premier critère** est la prise en compte dans nos trois terrains d'étude du quotidien ordinaire, banal, ritualisé, familial. Il nous a semblé essentiel de centrer notre analyse sur ceux que Pierre Sansot nomme « les gens de peu » et pour qui les pratiques ordinaires ne sont pas affectées de l'insignifiance dont on les crédite. Elles constituent « le fond de vie perpétuel sans lequel notre existence s'interrompt » (Sansot, 1996). Les « petits-faits de tous les jours, les « rituels multiples du savoir-vivre », agrégés les uns aux autres constituent la « trame de la vie quotidienne » » (Melo-Medina et al., 1984). Ils créent du lien social, du commun et de l'appartenance à différentes échelles spatiales hors des cadres institutionnels. La médiation numérique vient confirmer, amplifier et transformer cette forme sociale latente, souterraine, qui surgit, non classée, mais qui s'oppose aux logiques du pouvoir institutionnel de classement et d'assignation des rôles, des fonctions, des droits de chacun.

C'est ainsi que notre **deuxième critère** d'analyse est la prise en compte du quotidien institutionnalisé des individus qui relève cette fois davantage de

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

l'action planifiée, rationalisée, classée, objectivée par l'Institution. C'est le quotidien des ayant droits (CAF, impôts, Pôle Emploi...), un quotidien ordonné selon la domination légale rationnelle de la bureaucratie wébérienne (Weber, 1922). Cet idéal-type de domination est d'ailleurs visible dans la manière dont les institutions usent des outils numériques dans une logique d'information, de déclaration et de contrôle social.

Le **troisième critère** est la participation au développement du sentiment d'appartenance au territoire, à l'appropriation du territoire par ses habitants. Le quotidien s'inscrit dans l'épaisseur géographique et sociale du territoire, de ses lieux et quartiers. Il est un lieu de passage, un espace de rencontres avec des individus qui ne sont ni tout à fait intimes, ni tout à fait étrangers : les voisins. Le quartier est un lieu de vie, un territoire intermédiaire qui permet aux individus de se raccorder au monde, d'aller d'un endroit à un autre, le tout à travers les rencontres qu'ils y font.

Ainsi, le quartier peut s'assimiler à « une organisation collective de trajectoires individuelles ; il est la mise à disposition, pour ses usagers, de lieux "à proximité" dans lesquels ceux-ci se rencontrent nécessairement pour subvenir à leurs besoins quotidiens » (Mayol, de Certeau, 1994). Les gens s'y rencontrent de façon aléatoire, imprévue, dans la banalité de leur quotidien.

C'est « un dispositif pratique dont la fonction est d'assurer une solution de continuité entre ce qui est le plus intime (l'espace privé du logement) et ce qui est le plus inconnu (l'ensemble de la ville ou même, par extension, le reste du monde). » Ibidem p. 20-21). La médiation numérique, les réseaux sociaux amplifient cette dialectique du proche et du lointain dans le sens où elle pourrait développer le sentiment d'appartenance multiscalaire.

Enfin, le **quatrième critère** porte sur l'interactivité, notion polysémique. Elle a notamment été définie comme « un dispositif [...] qui permet à un utilisateur humain de trier, d'accéder, de lire, voire de manipuler partie ou totalité des informations » (Lamizet, Silem, 1997). L'interactivité est permise par un contexte technique favorisant l'interrelation entre des êtres humains (Rézeau, 2001). Ce qui va nous intéresser ici, c'est d'envisager cette notion générique comme un concept opérationnel aux multiples enjeux. En effet, cette interactivité a pour

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

finalité une rétroaction, une prise de décision (Julia, 2003). On peut faire un parallèle avec les travaux de recherche en management dans lesquels il est question d'interactivité verticale – « des échanges intensifs et réguliers entre les dirigeants, les managers intermédiaires et leurs subordonnés » et d'interactivité horizontale – « par le biais de confrontations de savoirs entre les managers rattachés à différentes fonctions de l'organisation mais participant à un projet commun » (Renaud, 2013). Dans la même optique, nous nous intéresserons aux enjeux de l'interactivité pour les institutions en tentant de voir comment elles impliquent (ou non) les usagers dans leur prise de décision, en prenant en compte ou pas ce nouveau type d'interactivité qu'est l'interactivité externe (Renaud, 2013). L'auteur analyse l'interactivité dans ses formes, par sa fréquence et le niveau de décision qu'elle induit. Mais sa dimension temporelle nous semble incontournable et reste problématique. Trois horizons temporels distincts composent la vie de l'individu : le temps de la vie quotidienne, le temps biographique et le temps historique. Le temps de la vie quotidienne se structure autour de la routine, des rythmes récurrents de l'alternance entre vie professionnelle et vie privée et des temps sociaux (repas, sommeil...). Le temps biographique ouvre la perspective temporelle de l'ensemble de l'existence, il organise la vie de l'individu entre regard vers le passé et projets d'avenir. Enfin, le temps de la vie quotidienne et le temps biographique sont englobés dans le temps historique.

Le nouveau paradigme imposé par la médiation numérique et le web 2.0 modifie largement le rapport à ces trois horizons temporels. L'immédiateté s'est généralisée avec le numérique, elle devient structurelle dans notre société hypermoderne (Rosa, 2010). Au-delà de cette accélération du temps, c'est même un régime d'hyperchronie qui semble s'imposer, c'est à dire « une organisation temporelle de la société, des territoires et des individus polychrones (...) qui nous incite à aménager la tension entre l'éphémérité d'un engagement qui nous sollicite et la simultanéité d'une pluralité d'engagements, entre accélération et ralentissement, intensification et relâchement, improvisation et prévision » (Gwiazdzinski, 2012).

La combinaison de ces quatre critères décrits plus haut nous permet de proposer un modèle d'analyse des territorialités numériques.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

3. LES TERRITORIALITES NUMERIQUES DANS LA PRODUCTION SOCIALE DE L'ESPACE. UN ENJEU DEMOCRATIQUE QUI PEINE A S'AFFIRMER

3.1. Premier critère d'analyse : le quotidien ordinaire dans la médiation numérique

L'EPN a pour objectif de former les usagers à la culture de l'information, de développer la littératie numérique afin que dans leur vie quotidienne les individus soient capables d'agir, de faire des propositions, d'offrir des représentations de leur territoire. Participer au développement de la littératie dans un EPN suppose une prise en compte du quotidien des individus qui, dès lors, pourront faire preuve d'une expression publique voire politique. La médiation numérique, dans le cadre des EPN (du moins en termes d'équipement) devrait permettre aux habitants de devenir acteurs de leur territoire vécu. Or, malgré cet objectif, il semble que les EPN ne parviennent pas à effectuer la bascule et restent dans un fonctionnement vertical. Les EPN ont été pensés sans prendre en compte la capacitation des usagers. On reste dans une organisation type « bibliothèque » de mise à disposition d'outils et techniques sans véritable prise en compte du vécu, des attentes des individus. Si les EPN sont fondés sur la base d'une desserte territoriale de proximité géographique, les rapprochements organisationnels restent perfectibles alors que la définition d'objectifs institutionnels communs est un horizon pas ou peu envisagé. Concrètement, le passage de la réduction de la fracture numérique à la capacitation numérique est questionné au sein des services de la CUCM en termes organisationnels pédagogiques, politiques, mais il ne semble pas qu'un véritable projet politique délibératif de la littératie numérique émerge. En réalité, il semble que les autorités publiques restent enfermées dans la logique de réduction de la fracture numérique, action sociale pertinente mais qui peut s'avérer inopérante dans une logique de capacitation relevant du registre de l'action politique nécessitant son ouverture à un éventail de publics plus large. Les horaires d'ouverture des EPN sont inadaptés à cette volonté d'élargir la cible. De plus, Le Creusot dispose d'un tissu associatif culturel, sportif, de communautés immigrées dense qui n'est pas associé à la définition des enjeux de cette littératie numérique. Les

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

associations pourraient aider à la transformation des EPN en *Living Lab* citoyens en prenant véritablement en compte le quotidien banal des gens ordinaires.

La stratégie numérique touristique de *Creusot-Montceau Tourisme* s'inscrit dans l'évolution des pratiques en matière de préparation du séjour, réservation de moyens de transports et hébergements, consultation de carnets et itinéraires en ligne. La recherche de la bonne affaire et d'informations pratiques sur les lieux de villégiatures, la prévisualisation fine des lieux constituent une pré-expérience de la destination²⁵ que l'office intercommunautaire alimente par son site internet et par un travail de mise en réseau des prestataires touristiques du territoire. Toutefois, l'OT intercommunautaire ne pense pas son outillage numérique comme une possibilité de muer les touristes ou les habitants en *prescripteur de destination*, qui l'enrichiraient par la circulation de leur expérience et représentation du territoire.

L'OT intercommunautaire, comme d'autres institutions du territoire, travaille également au renforcement d'une identité locale malmenée par la crise industrielle et les mutations techniques et institutionnelles qui structurent le quotidien de ses populations. Il organise des événements fédérateurs comme du geocaching à destination des habitants pour qu'ils prennent la mesure de la mosaïque territoriale qu'ils occupent. Cependant, cette activité reste dans le registre de l'évènementiel, elle ne prend pas en compte de l'expérience des publics dans la fabrique de cette identité.

Le site d'information hyperlocale Creusot Infos prend en considération le quotidien ordinaire des habitants du territoire. Cette banalité des informations en est même le fondement comme nous l'explique le créateur du site : "*Le Creusot Infos est ancré dans le quotidien des gens*". Ce site met à disposition des informations pratiques facilitant le quotidien des habitants. Sorte de pense-bête, Creusot Infos donne accès à la réalité mais est en même temps le réceptacle d'informations délivrées par les habitants eux-mêmes qui deviennent dès lors acteurs de leur propre environnement quotidien. En effet, cette information ajustée à l'individu situé localement va lui permettre de s'orienter et d'agir dans son espace vécu. Par exemple, des articles publiés sur le site

²⁵ <http://www.etourisme.info/tourisme-ligne-france/> [Consulté le 17 avril 2017].

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

concernent les tarifs du prix de l'essence à la pompe, des travaux dans certains secteurs de la ville... Ainsi, le site donne à voir des réalités non classées, qui surgissent en continu tout au long de la journée et qui sont le sel du quotidien. Ces informations délivrées sont de tout ordre et le doudou perdu côtoie le message d'un homme politique local. Ainsi l'habitant assiste au défilé de la vie quotidienne dans tous ses rythmes, dans la multitude des registres et des expériences. Toutes ces informations permettent à l'individu d'agir sous des formes diverses : tantôt dans un esprit de civisme (en aidant les parents à retrouver le doudou perdu) tantôt dans un esprit moins avouable de délation (en publiant des articles sur des véhicules mal stationnés).

En permettant aux internautes d'être à la fois spectateurs et acteurs de l'information quotidienne, ce site est devenu incontournable pour un grand nombre d'habitants. Ainsi, ce chef d'entreprise de 43 ans déclare consulter Creusot Infos « *trois, quatre fois dans la journée* » ou Mauvin, 28 ans, coiffeuse qui déclare : « *J'ai pour habitude de consulter Creusot infos deux à trois fois par jour puisque les actualités se renouvellent. Je passe en moyenne vingt minutes à la première lecture* ». Nombreux sont les enquêtés à utiliser le terme d'« *habitude* » en parlant de leur pratique de ce site.

De plus, ce site d'information hyperlocale nourrit le lien social. Ainsi, un plombier de 52 ans déclare lors de notre entretien : « *Je consulte le Creusot Infos, relativement tôt, avant de partir travailler, cela me permet d'être au courant et d'informer les personnes chez qui je vais travailler, c'est un sujet de conversation. C'est aussi une stratégie commerciale, les gens se sentent plus proches de moi et me perçoivent comme une référence creusotine, bien que cela n'ait aucun rapport avec la plomberie* ». C'est ainsi que, selon Eric, Creusot Infos représente « *un espace de communication de proximité* ».

3.2. Deuxième critère d'analyse : le quotidien institutionnalisé aux prises avec les logiques de contrôle social

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

La fréquentation des neuf EPN de la CUCM varie d'une commune à l'autre. Comme cela a été précisé, certains reçoivent des retraités en nombre, d'autres des jeunes écoliers et adolescents. Mais les personnes socialement reléguées comme les demandeurs d'emploi les fréquentent peu. C'est la raison pour laquelle les EPN tentent d'établir un partenariat avec Pôle emploi pour permettre aux personnes concernées de faire valoir leur droit sous assistance et contrôle. On irait à l'EPN pour apprendre à faire ou faire ses déclarations en ligne sur son espace personnel Pôle Emploi. Pourtant le partenariat reste flou faute de proximité organisationnelle : certains demandeurs d'emploi sont orientés vers les EPN par Pôle Emploi, mais ne savent pas exactement quels services l'EPN peut leur apporter. Les deux institutions de service public peinent à penser le service aux publics parce qu'elles restent structurées par la « dépendance au sentier » (North 1990), enfermées dans leurs logiques cloisonnées de compétence institutionnelle traitant des ayant droit sans objectif affiché de capacitation des personnes

Pourtant des initiatives nombreuses de territorialisation de ce service public existent comme on peut l'observer dans une intercommunalité voisine. Depuis 2007, l'EPN de Gergy, petite commune rurale, a signé une convention avec Pôle Emploi : un mardi matin par mois, les demandeurs d'emploi se rendent à l'EPN, ce qui remplace leur rendez-vous mensuel avec un conseiller Pôle Emploi. Ils bénéficient ainsi d'un service d'encadrement à proximité de leur lieu de résidence, leur évitant de ce fait de se déplacer jusqu'à l'agence Pôle Emploi de la ville centre Chalon. La proximité organisationnelle se traduit par des échanges réguliers entre l'animatrice EPN et un conseiller Pôle Emploi. Ils y apprennent les gestes nécessaires à l'exercice de leurs droits.

La SNUT s'élabore sur un chemin de crête entre la dématérialisation de l'accès à l'information touristique et la réforme de l'architecture institutionnelle locale. Construire une stratégie d'accueil et d'information touristique dans un territoire mosaïque sous contrainte budgétaire conduit Creusot Montceau tourisme à faire des prestataires locaux privés des relais d'information quand les points d'information publics ne sont plus financés. Ainsi l'activité de l'OT se délocalise hors les murs durant la saison creuse pour structurer ce relais d'information réticulaire. La parole institutionnelle portée sur le territoire s'ajuste aux territorialités des prestataires. Elle se matérialise dans une offre de prestation

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

en ligne qui traduit un rapprochement de différentes logiques d'action et d'intérêts. En d'autres termes, ce sont les conditions d'une proximité organisationnelle entre les autorités publiques et les professionnels privés du tourisme qui émergent.

Sur le site Creusot Infos, les élus locaux prennent régulièrement la parole pour y exprimer leurs opinions et orienter les habitants dans leurs décisions, dans leurs pratiques quotidiennes. En ce sens, Creusot Infos est devenu, comme d'autres médias, un relais de la parole institutionnelle à l'intention des populations du territoire. Le site sert de complément de communication institutionnelle nourrissant le lien entre les édiles et les usagers. Cette relation est renforcée par la liaison que le site établit entre action politique et petits faits du quotidien. Par exemple, lors des travaux liés au réaménagement des espaces dans la zone Coriolis (gare TGV Creusot-Montceau), le site a mis en ligne le plan de circulation appliqué durant les travaux. Cet article a été consulté 3417 fois. Avec cet exemple, on voit que le site met en exergue une politique faite au service du quotidien des habitants du territoire.

De plus, Creusot Infos a la spécificité d'utiliser les caractéristiques propres à la médiation numérique (l'aspect participatif, l'immédiateté) pour permettre aux lecteurs de réagir aux articles. Ceci permet la répartition ponctuelle (et modérée²⁶) des usagers qui peuvent alors entre eux débattre d'un sujet. Mais les Institutions (mairies, CUCM...) ne participent que rarement aux débats citoyens ainsi lancés sur le site.

3.3. Troisième critère : s'approprier le territoire par la médiation numérique

²⁶ Le créateur du site n'a pas souhaité que les lecteurs puissent réagir directement sur le site sous forme de commentaires. Les personnes souhaitant s'exprimer doivent lui envoyer un mail, le laissant seul juge de diffuser ou non l'information.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

Lors de notre période d'observation, les autorités de la CUCM peinent à orienter les EPN vers l'objectif civique de littératie numérique. Ce territoire industriel est riche d'un tissu associatif diversifié. Associations de quartiers, associations culturelles et sportives, associations de travailleurs immigrés sont nombreuses et s'investissent dans la vie locale. Mais elles ne sont pas mobilisées par les EPN pour fonder un dispositif participatif d'énonciation des réalités et identités vécues par la diversité des publics qui les composent. En réalité, la dimension d'appropriation de ce territoire en mutation économique et institutionnelle n'est pas érigée en enjeu de réorganisation des EPN. Par exemple, nombre des travailleurs immigrés qui se sont fait leur place au Creusot sont encore en contact avec leurs pays d'origine. Les territorialités de ces parcours de vie ne sont pas considérées comme un patrimoine culturel à valoriser, un patrimoine qui montrerait la dimension culturelle internationale de ce territoire et qui raccorderait le proche au lointain *via* la médiation numérique, en faisant de la CUCM un territoire réticulaire plutôt qu'un territoire institutionnellement clos. Cette potentialité n'est pas considérée comme une ressource territoriale qui pourrait être source de développement d'activités culturelles et touristiques²⁷. La médiation numérique qui amplifie cette dialectique du proche et du lointain dans le sens où elle pourrait développer un sentiment d'appartenance multiscalaire n'est pas investie.

D'ailleurs la stratégie numérique touristique, même si elle s'élargit aux prestataires privés, n'exploite pas clairement l'expérience des publics autochtones et allochtones qui habitent durablement ou ponctuellement le territoire. Cette expérience d'habiter n'est pas reconnue comme objet à valoriser *via*, par exemple les nombreux outils de circulation d'images comme Instagram, Flickr, etc. Il existe, par exemple, des sites industriels en désuétude qui sont l'objet d'activité d'exploration urbaine comme la plus grande laverie à charbon d'Europe régulièrement visitée²⁸. Cette activité est certes marginale voire

²⁷ Ceci est d'autant plus étonnant que de la ville du Creusot a une tradition de jumelages et d'échanges avec des villes étrangères qui ont donné lieu à des voyages scolaires et de retraités. A titre d'exemple, une association d'ouvriers d'origine italienne, présidée par un remarquable couple de retraités, a longtemps œuvré à l'organisation de tels voyages.

²⁸ http://www.residues.net/chavannes_1.html. Consulté le 14 avril 2017

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

clandestine, mais elle constitue un nouveau front touristique marqueur d'une hybridation des activités touristiques, artistiques, numériques qui tout en s'affranchissant des cadres et pratiques institutionnels témoignent de territorialités diffuses, sources d'interprétations de l'espace culturel et géographique. Ces expériences pourraient servir de support au renouvellement des mécanismes de fabrique et d'appropriation du territoire par les publics, elles pourraient être mises en relation avec des institutions qui s'inscrivent dans une approche plus savante de cette histoire industrielle²⁹. Mais les autorités publiques de la CUCM restent dans une démarche descendante et cloisonnée de définition de ce que doit être la représentation du territoire. Une stratégie de contrôle de l'image du territoire qui ne s'enrichit pas des possibilités offertes par les territorialités numériques.

La consultation du site d'information hyperlocale est pour de nombreux habitants une pratique quotidienne voire rituelle. Par conséquent, Creusot Infos est - comme jadis la grand'messe du journal TV de 20 heures - un fil invisible qui relie les gens entre eux. Nombre d'habitants lisent le Creusot Infos, en parlent. Les informations diffusées sur ce site sont autant de sujets de conversation potentiels qui sont distillées tout au long de la journée.

Lorsque l'on demande aux enquêtés pour quelles raisons ils consultent ce site, ils répondent que c'est pour se tenir au courant de ce qui se passe autour de chez eux. Ils ont ainsi le sentiment d'appartenir à une communauté d'utilisateurs. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le site a été créé. Dans le même ordre d'idée, une retraitée nouvellement arrivée dans la région nous déclare : « *Ça fait un lien social avec des gens qu'on ne connaît pas, un lien social dans une ville que je ne connais pas. J'ai l'impression de participer à la vie locale sans connaître les gens. Je participe socialement. J'ai l'impression de connaître les gens, le quartier. Je lis même la nécrologie alors que je ne connais pas les morts. On dirait un lien social fictif.* »

<http://tchorski.morkitu.org/1/chavannes-01.htm>. Consulté le 14 avril 2017

²⁹ L'Académie François Bourdon est une association creusotaine qui a pour mission de valoriser le patrimoine industriel et de promouvoir la culture scientifique, technique et industrielle.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

Certains enquêtés nous disent consulter Creusot Infos même lorsqu'ils sont en vacances en dehors du territoire. Un enquêté nous dit que des amis qui vivent désormais en Australie continuent de consulter régulièrement le site. Creusot Infos permet de maintenir l'attachement des gens à leur territoire même lorsqu'ils en sont éloignés géographiquement. Éric, 53 ans, nous explique : « *Selon moi, le Creusot Infos n'engendre pas le fait que le territoire m'appartienne mais favorise le fait que j'appartienne au territoire. Puisque les informations viennent à moi, je retrouve les lieux que je côtoie tous les jours et moi et ma famille ou amis nous nous retrouvons [en photo] sur le site parfois de manière inattendue* ».

Ainsi, tout comme la médiation numérique crée, maintient voire renforce le lien social, elle permet également d'enrichir le sentiment d'appartenance au territoire. D'ailleurs, travailler le sentiment d'appartenance au territoire est à l'origine même du site comme l'explique le fondateur du site : « *On est sur un territoire, Creusot Infos c'est un bien commun* ».

3.4. Quatrième critère : le processus interactif d'énonciation des réalités territoriales

Dans les EPN, nous l'avons déjà précisé, les territorialités ne sont pas considérées comme le fondement d'un processus interactif d'énonciation des réalités territoriales vécues par les habitants en termes des rapports culturels, affectifs, économiques. Dans ce territoire mosaïque qui évolue dans ses limites institutionnelles, façonné en partie par les mouvements migratoires et le paternalisme industriel, structuré par les mutations de son tissu productif, le processus interactif n'est pas pensé comme une méthode de capacitation territoriale par laquelle les habitants deviendraient des acteurs sociaux, membres d'une communauté cherchant de manière collective à atteindre un objectif qui irait au-delà des intérêts individuels des membres du groupe.

En d'autres termes, l'action des EPN, ne fait pas des territorialités un objet de connaissance pour orienter son action vers la création des capacités individuelles « ancrées » dans le territoire, issues de ce dernier, et qui ne peuvent être obtenues qu'à son échelle. Les EPN procèdent à des enquêtes de satisfaction auprès des usagers, mais ne dépassent pas la logique de consommation d'un service public. Ils ne prennent pas en compte le rôle de

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

l'action collective numérique, de ses structures sociales sous-jacentes par lesquelles l'individu n'est pas un « moyen » au service du développement territorial mais une fin, pour accroître la liberté des résidents du territoire et agir par rapport à ce à quoi ils accordent de la valeur. Ce qui est frappant dans le projet de refondation des EPN portés par l'exécutif de la CUCM et les services intercommunautaires, c'est d'abord l'enjeu de contrôle de l'attribution de cette compétence soit aux communes soit au niveau supracommunal. Investir dans l'équipement numérique, dans des bâtiments peu fréquentés, alors que la question n'est plus celle de la fracture numérique, c'est faire de la matérialité des ressources des EPN un attribut visible du pouvoir politique. La légitimité institutionnelle prime celle de la coordination avec les associations, les nombreux centres de formation du territoire, les entreprises à fort contenu d'activité numérique, la diversité des publics territoriaux avec lesquels les modalités et finalités de l'action pourraient être co-construites.

La stratégie numérique touristique de la CUCM s'inscrit dans différentes échelles spatiales en coordination institutionnelle plus ou moins étroite avec le département de Saône et Loire et la Région Bourgogne Franche Comté. Si l'interaction institutionnelle est la règle d'action, la pluralité des formes de perception et de prescription du territoire véhiculées numériquement par les visiteurs et les habitants du territoire ne sont pas saisies comme une opportunité de stratégie interactive. Le contrôle institutionnel de l'image restant la clé de voûte de la stratégie touristique de la CUCM, les expériences au territoire vécues par les autochtones et les allochtones qui circulent sur Instagram, Pinterest et autres réseaux sociaux, leur mise en regard ne sont pas exploitées. On compte le nombre de visites sur le site Internet mais on ne le relie pas aux autres expériences et représentations artistiques, marginales ou biographiques du territoire. Le territoire est celui que donne à voir l'autorité institutionnelle, alors que, nous l'avons déjà souligné, des parcours de vie de travailleurs immigrés d'une richesse culturelle exceptionnelle d'ouverture au monde, sont laissés de côté alors qu'ils œuvrent au sein d'associations pour nouer des relations interindividuelles entre les habitants d'ici et de là-bas. Ce raccordement du proche au lointain par la médiation numérique est un impensé des autorités politiques dans la définition d'une identité territoriale.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

Creusot Infos est un *pure-player*, autrement dit un média qui s'est construit sur le Web en utilisant toutes les caractéristiques du numérique. L'interaction est son fondement. La participation de ses usagers est essentielle au fonctionnement du site. Par exemple, des articles sur les chats, les doudous ou les clés perdus sont régulièrement publiés sur le site. Ils génèrent des échanges, une solidarité pratique entre les habitants du territoire. Des débats citoyens sur la chose publique apparaissent également. Le 10 avril 2017, un habitant d'une commune du territoire réagissait à un article concernant un accident ayant eu lieu dans une zone réaménagée avec des chicanes (aménagement test). L'habitant se plaignait de la dangerosité de cette solution qui vise à faire ralentir les automobilistes. C'est alors qu'un débat argumenté s'est amorcé entre les partisans des chicanes et les riverains opposés à ce dispositif. La mairie concernée n'a pas réagi. Mais ces discussions en « place publique » ne sont pas une simple émanation du syndrome Nimby (Jobert, 1998), manifestation d'égoïsmes locaux. Cette ébauche « en temps réel » de débat d'aménagement a un sens politique.

D'abord celui de l'immédiateté, nouvelle temporalité de la production sociale de la chose publique. La majorité des enquêtés consultent le site au moins deux fois par jour. Le temps est comme compressé. En regardant le site, les lecteurs ont à voir un condensé de la journée. Les articles sont d'ailleurs présentés avec l'heure exacte de leur publication (à la minute près) renforçant cette idée de temps immédiat. Creusot Infos propose une information en temps réel et des mises à jour régulières. L'internaute a ainsi l'impression de vivre au rythme du territoire.

Ce rythme traduit aussi une aspiration démocratique d'habitants et usagers de l'espace refusant d'être « *mis devant le fait accompli* », qui trouble leur quotidien. Leur expérience de ce quotidien immédiat, leurs savoirs familiers échangés, débattus ne sont pas seulement un surgissement de faits, de perceptions de la réalité ou d'émotions, ils valent connaissance d'une situation (Lapostolle et al, 2016). Le passage du proche, du familier au politique, la construction de l'intérêt général supposent une montée en généralité structurée par l'opposition des points de vue, valeurs et intérêts. Ce relevé d'expressions du quotidien est aussi une occasion d'apprentissage de la citoyenneté par l'interaction numérique. Un vecteur de capacitation inutilisé par les acteurs publics, mais très vivant par les usages.

CONCLUSION

Cet article donne à voir comment les TIC bouleversent le rapport que les individus et leurs collectifs entretiennent avec les territoires en faisant émerger des territorialités numériques définies comme la structuration du quotidien médiée par les outils numériques. De leur côté, les institutions territoriales entretiennent un rapport évolutif et incertain à la médiation numérique. Nos trois terrains d'enquête en présentent différentes modalités. Là où les EPN peinent à prendre en compte ces évolutions, les structures touristiques sont engagées dans une dynamique numérique que le site Creusot Infos semble avoir mis au cœur-même de son fonctionnement.

Ce dernier exemple nous montre que lorsque la médiation est concrétisée par des pratiques qui sont mises en équivalence, non hiérarchisées *a priori*, c'est l'usager qui confronte ces réalités pour faire émerger ses propres représentations de la réalité. Dès lors, la médiation numérique peut permettre à chacun d'inventer un territoire dans lequel il se reconnaît. Les TIC participent ainsi à l'appropriation du territoire à travers l'expérience sensible du territoire et par l'intensification des relations à l'intérieur de ce territoire augmenté qui peut créer du commun. Ainsi, les expériences pluralistes, leur légitimité à dire le territoire trouvent un espace d'expression. Mais cela est insuffisant à générer un référentiel collaboratif.

En effet, passer des territoires aux territorialités numériques n'est possible que si les habitants du territoire sont suffisamment à l'aise avec les TIC et que les institutions politiques s'inscrivent dans une logique d'énonciation pluraliste des réalités territoriales (Cefaï, 2013). C'est-à-dire un projet politique basé sur la participation et la collaboration des publics entendus comme un processus créateur d'espaces d'apprentissage de la réflexivité collective. Or, prendre en compte le quotidien banal des usagers *via* la médiation numérique introduit de l'incertitude dans un fonctionnement institutionnel bureaucratique. En considérant les territorialités numériques, les autorités institutionnelles favoriseraient la reformulation des rituels nécessaires au maintien de la société. C'est l'enjeu du référentiel collaboratif qui peine à émerger parce qu'il

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

appréhende le politique comme une production sociale en se détachant du politique envisagé comme activité de contrôle social.

Pour conforter son hypothèse de territoire contributif³⁰, Stiegler pose qu'une gouvernance informationnelle des territoires est possible (Stiegler, 2015). Elle reposerait sur une capacitation des individus et sur le partage et la circulation des savoirs. Permettre l'émergence de cette société contributive, suppose un changement culturel où l'organisation sociale cloisonnée et hiérarchisée et la gouvernance *top down* ne seraient plus les fondements organisationnels. La production et la mobilisation de données visant à dire le territoire sont au cœur de ce dispositif de « réflexivité collective, éminemment pluriel et conflictuel, à travers lequel une communauté s'auto-institue » (Cefaï 2013 p 11). La reconnaissance des territorialités numériques en tant que modalités d'énonciation de la réalité, en sont un levier incontournable.

BIBLIOGRAPHIE

ALDHUY, J. (2008), "Au-delà du territoire, la territorialité ?". *Geodoc.*, pp. 35-42.

BAKIS, H. (2007), "Le géocyberespace revisité", *Netcom*, vol. 21, n°3-4, pp. 285-296.

CEFAI, D. (2013), "L'expérience des publics : institution et réflexivité", <http://ww.espacetemps.net>, Consulté le 29 mars 2016.

CLAISSE, G. (1997), *L'abbaye des télémythes. Techniques, communication et société*, Lyon, Aléas, 358 p.

DAGONNET, F. (1977), *Une épistémologie de l'espace concret. Néo-géographie*, Paris, Vrin, 224 p.

DE CERTEAU, M., GIARD L. & MAYOL P. (1994). *L'invention du quotidien: Habiter, cuisiner*. Paris, Gallimard, 415 p.

³⁰ <https://recherchecontributive.org/>. [Consulté le 10 avril 2017].

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

DEMONCEAUX, S. (2013). "La relation conjugale à l'heure du poly-engagement synchronique". *Revue des Interactions Humaines Médiatisées (RIHM) = Journal of Human Mediated Interactions, Europa*, 14 (2), pp. 69-84.

FLICHY, P. (2001), *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 276 p.

GWIAZDZINSKI, L. (2012). « Temps et territoires: les pistes de l'hyperchronie ». *TERRITOIRES 2040*, (6), pp. 75-97.

JOBERT, A. (1998). « L'aménagement en politique, ou ce que le syndrome Nimby nous dit de l'intérêt général », *Politix*, n° 42, pp. 67-92.

JOLIVEAU, T., 2013, « Chacun sa carte ? Le nouveau Google Maps », *M@ppemonde*, n° 110 [consulté le 1er octobre 2013, <http://mappemonde.mgm.fr/num38/internet/int13201.html>].

JULIA, J.T. (2003), « Interactivité, modes d'emploi. Réflexions préliminaires à la notion de document interactif », *Documentaliste-Sciences de l'Information*, Vol. 40, pp. 204-212.

LAMIZET, B., SILEM, A., dir. (1997), *Dictionnaire encyclopédique des sciences de l'information et de la communication*, Paris, Ellipses, pp. 312-313.

LAPOSTOLLE, D., DOIDY, E., GATEAU, M., BOREL, M. (2016), "L'habitat durable sans l'habiter ? Fabrique de la densité en Bourgogne", *Sciences de la société* n° 98, pp. 16-29.

LESOURNE, J. (1997), « Penser la société d'information », *Réseaux*, n° 81, CNET, pp. 121-134.

LOUBET, L., VIDAL P., (2014), « Les politiques numériques, vecteurs d'apprentissage de la coopération intercommunale ? », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [consulté le 20 mars 2016. URL : <http://tem.revues.org/2321>].

MARCHANDISE, S., RENAULT, M. (2011), « Les territorialités émergentes des migrants marocains », *Netcom*, 25-1/2, pp. 33-46.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

MELO-MEDINA, G., & MOLES, A. (1984), « Microscénarios et vie quotidienne. Une méthode d'analyse ». *Communications*, 10 (1-3), pp. 77-90.

MERICSKAY, B., ROCHE, S. (2011), « Cartographie 2.0 : le grand public, producteur de contenus et de savoirs géographiques avec le web 2.0 », *Cybergeo : European Journal of Geography, Web and Science*, document 552 [consulté le 1er octobre 2013, <http://cybergeo.revues.org>].

METZGAR, E. T., KURPIUS, D. D., & ROWLEY, K. M. (2011), « Defining hyperlocal media: Proposing a framework for discussion », *New Media & Society*, 13(5), pp. 772-787.

MOORE, N. (1999), « La société de l'information », *Rapport mondial sur l'information*, Paris, éd. UNESCO, pp. 289- 302.

NOLDE, C., (2005), « *The Greenwich emotion map project* » [consulté le 18 avril 2017 URL : <http://www.emotionmap.net>].

NORTH, D. (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge : Cambridge University Press.

PARASIE, S., DAGIRAL, E. (2012), « Quand le web colle au territoire : l'exploration de l'information hyperlocale à Chicago », *Sciences de la société*, 84-85, pp 81-101.

RAFFESTIN, C., BRESSO M. (1982), « Tradition, modernité, territorialité », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 26, no. 68, pp. 185-198.

RAFFESTIN, C. (1986), « Nature et culture du lieu touristique », *Méditerranée*, troisième série, tome 58, pp. 11-17.

RAFFESTIN, C. (1982), « Remarques sur les notions d'espaces, de territoire et de territorialité », *Espace et sociétés*, n°41, p.170.

Netcom

Réseaux, communication et territoires

31-1/2 | 2017

Communs urbains et équipements numériques

RAYNAUD, J. (2011), « Nouveaux territoires et nouvelles identités culturelles: revue des études sur la diaspora chinoise à l'ère d'Internet », *Netcom, communication et territoires*, 25-1/2, pp 47-62.

RENAUD, A., (2013), « Les configurations de contrôle interactif dans le domaine environnemental », *Comptabilité - Contrôle - Audit*, 2, Tome 19, pp. 101-132.

ROSA, H. (2010), *Accélération : Une critique sociale du temps*, Théorie critique, Paris, La Découverte, 474 p.

SANSOT, P. (1996), *Les gens de peu*. Presses universitaires de France, 224 p.

STIEGLER, B. (2015). *L'emploi est mort, vive le travail!: entretien avec Ariel Kyrou*. Fayard/Mille et une nuits.

VALENTIN, J., GEORGES, F., BOUMENIR, Y., & DRESP-LANGLEY, B. (2011), « Espaces virtuels et pré-expérience de l'espace géographique », *Netcom. Réseaux, communication et territoires*, (25-1/2), pp. 9-32.

VANIER, M. (2002), « Recomposition territoriale : la voie française », *L'information géographique*, Volume 66 n°2, p. 99-112.

VANIER, M. (2008), *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Paris, Economica Anthropos, 160 p.

VIDAL, G. (dir.) (2012), *La sociologie des usages, continuités et transformations*, Cachan, Lavoisier, 256 p.

WEBER, M. (1922), *Economie et société*, Paris, Plon, 1971, 651 p.

WENJING, X. (2005), « Virtual space, real identity: Exploring cultural identity of Chinese Diaspora in virtual community », *Telematics and Informatics*, vol. 22, n°4, pp. 395-404.